

*Entretien avec Iurie Leanca**

MOLDAVIE : LE DÉSIR D'EUROPE

*Cet entretien a été conduit
par Régis Genté***

Après vingt ans de tergiversations, la Moldavie a résolument choisi la voie de l'Europe. Le 27 juin dernier, cette ancienne république soviétique, peuplée de 3,6 millions d'habitants, signait un accord d'association avec l'Union européenne, assorti d'un accord de « libre-échange approfondi et complet » (1). Comme on pouvait s'y attendre, le voisin russe qui, de son côté, cherchait à convaincre Chisinau d'adhérer à une union douanière conclue sous son égide n'a guère apprécié. Le choix de la Moldavie était d'autant plus difficile que l'Ukraine, punie pour avoir dit « non » à l'Union eurasiatique de M. Poutine, venait de perdre la Crimée et voyait la région du Donbass entraînée sur la voie d'un séparatisme piloté depuis Moscou.

Les sanctions n'ont pas tardé : dès l'automne 2013, Moscou décrète un embargo sur les vins puis, en juin 2014, dans la foulée de la signature de l'accord d'association, sur les fruits moldaves. Mais le Kremlin possède une autre carte maîtresse : la Transnistrie. Cette petite république sécessionniste non reconnue par la communauté internationale, peuplée de 500 000 habitants, s'est détachée de la Moldavie après la guerre dite « civile » de 1992. Elle fait partie de ces entités séparatistes post-soviétiques dont la Russie se sert pour préserver sa sphère d'influence. Au moment où Moscou annexait la Crimée via une parodie de référendum le 16 mars 2014, le pouvoir transnistrien exprimait le souhait de voir la république rattachée à la fédération de Russie. Mais cette menace, comme toutes les pressions exercées depuis

* Premier ministre de la république de Moldavie depuis 2013.

** Journaliste indépendant installé à Tbilissi, spécialiste de l'ancien espace soviétique. Auteur, entre autres publications, de : *Poutine et le Caucase*, Buchet-Chastel, 2014.

deux décennies sur Chisinau au moyen de l'entité séparatiste, se sont finalement révélées contre-productives : les dirigeants moldaves ont fini par comprendre qu'ils ne récupéreraient probablement jamais ce territoire et que l'avenir de leur pays se trouvait à l'Ouest.

Reste que cet accord d'association ne va pas de soi. Une part non négligeable de la population — « 20 % peut-être » selon le premier ministre Iurie Leanca — se déclare contre l'Europe, ou du moins très réticente à son égard. Moscou s'appuie sur ces pans de la société pour tenter de ramener le pays dans son giron. En février, Mikhaïl Formuzal, le gouverneur de Gagaouzie, un district autonome du sud de la Moldavie peuplé de turcophones christianisés, organisait un référendum sur l'union douanière proposée par le Kremlin (2). 97,2% des votants se seraient prononcés en faveur d'une adhésion à ladite Union. À Chisinau, on dénonce une manipulation. Tout comme on s'insurge contre le fait que certains responsables politiques nationaux, tels le leader du Parti socialiste Igor Dodon, ou un jeune entrepreneur lié au milieu moscovite, Renato Oussaty, aient bénéficié des largesses du pouvoir poutinien pour faire campagne contre l'accord d'association et pour l'union douanière.

Dans ce contexte, les élections législatives du 30 novembre 2014 s'annoncent cruciales. L'avenir de l'actuelle coalition au pouvoir, formée de trois partis représentant en partie des intérêts d'affaires (3), n'est pas assuré. Le premier ministre Iurie Leanca, 51 ans, membre du Parti libéral démocrate de Moldavie (PLDM) dirigé par le businessman Vlad Filat, fut l'un des plus fervents artisans du rapprochement avec l'Europe. Personne ne doute de sa détermination. Mais dans un pays miné par les intrigues politico-financières et en proie à de vives tensions régionales, personne ne parierait non plus sur sa victoire.

R. G.

Régis Genté — *L'Ukraine est en guerre contre la Russie. Dans quelle mesure cette crise affecte-t-elle votre pays ?*

Iurie Leanca — Nous partageons une frontière de 1 242 kilomètres avec l'Ukraine. Pour un petit pays comme le nôtre, c'est énorme. Cette crise a un impact direct sur notre économie dans la mesure où les marchandises importées de Russie transitent par le territoire ukrainien et où, pour un certain nombre de biens, comme le charbon par exemple, nous dépendons de notre voisin oriental.

Mais c'est surtout sur le plan psychologique que nous en avons ressenti les effets. La Syrie, on la contemple à la télévision et on se dit que c'est loin. Mais lorsqu'il y a eu ces affrontements sanglants à Odessa, le 2 mai dernier, la guerre s'est approchée à trente kilomètres de notre frontière sud. Nous sommes d'autant plus sensibles à ce qui se passe en Ukraine que, nous aussi, nous avons notre conflit « séparatiste » (4) en Transnistrie.

R. G. — *Il y a quelques mois, les dirigeants de Transnistrie ont lancé un appel au rattachement à la Russie. Pensez-vous que le Kremlin soit prêt à utiliser cette carte en représailles contre la signature de l'accord d'association ?*

I. L. — Il suffit d'observer le jeu des séparatistes en Transnistrie, ainsi que les tensions qui se font jour dans certaines de nos régions hostiles à l'Europe, pour comprendre que des forces étrangères sont à l'œuvre. Nous n'en avons pas la preuve, mais c'est évident. Même réflexion pour ce qui concerne certains de nos opposants, notamment les socialistes, le parti social-démocrate et plusieurs petits partis (5). Je ne sais pas qui les soutient, mais je le devine. Toutefois, pour le moment, nous n'avons pas connaissance d'entreprise délibérée visant à déstabiliser la Moldavie ou à changer la donne en Transnistrie. Depuis quelques mois, les choses se sont calmées. Dans la région autonome de Gagaouzie, où un référendum illégal a été organisé le 2 février, la situation s'est elle aussi apaisée (6). Il est clair que personne n'a envie de voir le scénario ukrainien se répéter ici. Cela dit, le fond du problème est social et économique. C'est donc en prenant les choses sous cet angle que nous sommes parvenus à renouer le dialogue avec les Gagaouzes et à évacuer les problèmes artificiellement créés depuis l'extérieur.

R. G. — *Avez-vous observé en Transnistrie des mouvements de troupes ou des livraisons d'armes laissant penser que Moscou pourrait s'appuyer sur la région pour attaquer le sud-ouest de l'Ukraine ou la Moldavie ?*

I. L. — Non. Les dirigeants de la Transnistrie se sont manifestement employés à faire retomber la pression et à contenir les forces radicales. La suite des événements dépendra du contexte régional.

R. G. — *Quelle est votre politique vis-à-vis de la Transnistrie ?*

I. L. — Je ne vous citerai qu'un seul chiffre, mais il est éloquent : plus de 70 % des exportations de la Transnistrie se font vers la Moldavie et l'Europe. On voit bien où sont les vrais intérêts. Les habitants de Transnistrie ne s'y sont pas trompés : depuis

que nous pouvons voyager sans visa en Europe, la demande de passeports moldaves a explosé. Je suis sûr que les entrepreneurs de Transnistrie sont très intéressés par le régime de libre-échange avec l'UE, via la Moldavie. Ils ont compris que c'était une bonne chose pour leur économie. La Commission européenne a proposé de prolonger le régime ATP (7) pour la Transnistrie. Nous ne nous y sommes pas opposés. Un jour, le pouvoir soi-disant « séparatiste » de Tiraspol abandonnera sa posture idéologique. Ce jour-là, il demandera à bénéficier du régime de libre-échange que l'UE vient de nous octroyer. Pendant qu'en Transnistrie on réduit les salaires des fonctionnaires nous, nous les augmentons. C'est en jouant sur la corde économique que nous finirons par récupérer notre territoire.

R. G. — *Jusqu'à présent, la Moldavie n'appartient à aucune alliance. La situation en Ukraine ne vous incite-t-elle pas à reconsidérer votre position et à vous rapprocher de l'Otan ?*

I. L. — Il est évident que la situation en Ukraine ne nous laisse pas indifférents. Mais la majorité des Moldaves sont convaincus que la neutralité est la bonne réponse aux défis régionaux. Ils pensent que c'est un atout et non un handicap. J'espère que nos partenaires, à commencer par les Russes, ne feront rien qui serait susceptible de nous faire changer d'avis.

R. G. — *La Moldavie elle-même n'est pas exempte d'ambiguïtés. On sait que le pays entretient des liens de diverse nature avec la Russie. En signant l'accord d'association avec l'Union européenne le 27 juin dernier, ne vous êtes-vous pas engagé dans une voie très difficile et très risquée ?*

I. L. — Difficile sans doute, risquée peut-être. Mais, en tout cas, sans choix alternatif. L'accord d'association ne s'inscrit pas uniquement dans un projet géopolitique. C'est avant tout un projet de modernisation du pays. L'expérience de l'Europe de l'Est montre que l'intégration européenne est la meilleure façon de rénover les institutions, de les mettre au service des hommes, de restaurer la confiance du corps social et de réformer la justice. Cet accord d'association est non seulement dans l'intérêt de la société moldave, mais aussi dans celui de la région et de l'Europe tout entière. Grâce à lui, la Moldavie sera plus prospère et plus stable. Pour l'instant, il n'est pas encore question d'adhésion ; mais le jour où la Moldavie lancera la procédure, les réformes deviendront irréversibles. La sécurité en sortira renforcée. Je dois préciser que

cet accord n'a pas été signé contre la Russie, car une Moldavie prévisible et stable est également dans l'intérêt de Moscou.

Nous avons des liens historiques très forts avec la Russie, mais ils ne sont pas moins forts avec l'Europe, notamment avec la France. La langue française est parlée par de nombreux Moldaves et occupe une place importante dans notre système éducatif. La signature de cet accord a été vécue comme un retour dans la famille européenne à laquelle nous appartenons corps et âme. La langue roumaine, notre langue, est une langue latine. Ces liens se reflètent dans nos relations commerciales puisque, avant même de signer ces accords, l'Europe représentait près de la moitié de notre commerce extérieur.

R. G. — *Votre objectif est-il une adhésion pleine et entière ?*

I. L. — Bien sûr. J'en ai discuté avec le président Hollande et avec Donald Tusk, le nouveau président du Conseil européen : dans leur esprit, il est clair que cet accord d'association n'est pas la dernière étape sur notre chemin européen.

R. G. — *Ne craignez-vous pas que les immenses espoirs que soulève cet accord dans la population ne soient déçus ? Après tout, l'Europe met peu d'argent sur la table. Et votre pays va devoir consentir d'importants efforts pour rattraper les standards européens...*

I. L. — C'est un risque. Le marché européen exige des normes auxquelles nous ne satisfaisons pas pleinement pour le moment, en ce qui concerne l'emballage de nos produits par exemple. Pour ces produits-là, le marché russe offre un débouché naturel (8). Or, en guise de représailles, Moscou a décrété des sanctions économiques, en particulier un embargo sur nos fruits (9). Nous tentons d'amortir l'impact de ces sanctions en aidant nos producteurs de fruits et légumes. Nous nous sommes également rapprochés de grandes sociétés européennes comme Metro ou Carrefour. L'an prochain, nous allons recevoir les premiers fonds structurels de la Commission européenne destinés à la modernisation de notre agriculture. C'est peu — environ 20 millions d'euros —, mais c'est un début. Et puis nous allons continuer à parler avec les Russes. Personne ici ne veut perdre un tel marché. J'espère que nous trouverons des solutions à la fois dans le cadre bilatéral et dans le cadre du dialogue politique entre Bruxelles et Moscou.

R. G. — *Le choix européen, dont vous avez été l'un des artisans les plus fervents, ne va pourtant pas de soi. La population*

moldave, y compris les élites politiques et économiques, reste divisée entre pro-européens et pro-russes. Cette absence de consensus n'est-elle pas un problème ?

I. L. — Le vrai problème est celui de la communication. Nous n'avons pas été bons. Si vous discutiez avec les jeunes dans les villages, vous verriez qu'ils partagent les mêmes valeurs que vous, qu'ils demandent une réforme de la justice et un renforcement de la lutte contre la corruption. Chacun apprécie le soutien de l'UE dans ces domaines. Chacun apprécie son aide financière ou technique en matière de projets sociaux et d'infrastructures. Mais une partie de la population craint que le rapprochement avec l'Europe ne crée des tensions avec les Russes. Il faut savoir que plus de 600 000 Moldaves travaillent en Russie (10). L'embargo sur les fruits leur a donné raison. Ces gens ont également peur que Moscou ferme le robinet du gaz, dont nous dépendons à 99 %. Nous travaillons à réduire ces risques. Par exemple, nous sommes en train de construire des gazoducs depuis la Roumanie. Dans deux ans, nous devrions être en mesure de nous passer du gaz russe (11). Nous serons alors totalement intégrés au système énergétique européen. 80 % des Moldaves sont déjà conscients que le rapprochement avec l'Europe va changer leur vie. Mais il faut aller plus loin et poursuivre nos efforts d'explication.

R. G. — *Reste que, pour se hisser au niveau des standards européens, les entrepreneurs moldaves devront investir et rogner sur leurs bénéfices pendant plusieurs années...*

I. L. — C'est exact, mais nous ne sommes pas seuls. Nous pouvons compter sur l'aide de l'Europe, de la FAO, de la Banque mondiale... Tout le monde comprend que l'enjeu vaut bien quelques efforts. Certains de ces investissements — dans des hangars frigorifiques, des chaînes d'emballage modernes — sont indispensables.

R. G. — *Apparemment, les milieux d'affaires ne jouent pas entièrement le jeu. Ces dernières années, plusieurs banques ont vu des paquets d'actions rachetés par de mystérieuses sociétés, russes semble-t-il. Vous avez voulu abaisser de 5 à 1 % le seuil à partir duquel les autorités bancaires nationales peuvent s'opposer aux transactions. La bataille a-t-elle été rude (12) ?*

I. L. — Cela a été un combat long et difficile, mais nous y sommes finalement parvenus. Nous avons fait voter des dispositions législatives qui dotent la banque nationale de Moldavie de

compétences plus claires et d'outils plus performants pour prévenir ce genre de prises de participations opaques.

R. G. — *Des élections législatives auront lieu le 30 novembre. Quel en est l'enjeu ?*

I. L. — Si les forces revanchistes l'emportaient (13), ce serait un coup dur pour nous et pour nos partenaires européens. Et ce serait très dangereux pour la région. Tout le monde a intérêt à ce que la Moldavie continue à être gouvernée par des forces modérées. Jusqu'à présent, les sondages sont favorables aux partis pro-européens. J'espère qu'ils disent vrai.

R. G. — *Quel est le poids des forces pro-russes (14) ?*

I. L. — Laissez-moi d'abord vous dire que je respecte au plus haut point l'opposition. Mais je revendique le droit d'exiger de chacun qu'il agisse dans un cadre légal. Malheureusement, en Moldavie, certains partis, marginaux il est vrai, passent leur temps à flatter les bas instincts de la population et à encourager des formes de débat indignes d'une société civilisée. M. Dodon, le leader du Parti socialiste, soutenait il y a deux ans qu'il était absolument impossible pour la Moldavie de faire partie de l'Union eurasiatique proposée par Moscou parce qu'elle n'a pas de frontières avec les autres pays membres de cette union. Or, aujourd'hui, il nous explique, avec des arguments qui n'en sont pas, que c'est la seule solution ! Au fond, ces partis ne pèsent que quelques pourcents, mais ils ont une capacité de nuisance forte, notamment en termes de déstabilisation.

R. G. — *Le Parti communiste, qui fut au pouvoir jusqu'en 2009, n'affiche pas une position uniforme vis-à-vis du choix européen. N'est-il pas représentatif du débat qui agite la société dans son ensemble ?*

I. L. — Le Parti communiste moldave est totalement opportuniste. Depuis vingt ans, on ne compte plus ses volte-face. Un coup, il défend l'idée d'une union avec la Biélorusse et la Russie. Un coup, il veut rejoindre l'Europe. Je n'ai rien à ajouter à son sujet.

R. G. — *La coalition que vous dirigez depuis un an et demi, dite « libérale », n'est-elle pas elle aussi divisée quant à ces choix stratégiques ?*

I. L. — Il nous arrive d'avoir des différends, mais pas sur l'essentiel. Les trois formations qui composent cette coalition ont toutes pour horizon l'adhésion à l'Union européenne.

R. G. — *En cas de victoire de votre coalition, êtes-vous prêt à conduire le prochain gouvernement ?*

I. L. — Absolument. À condition que l'on me le demande, bien sûr...

R. G. — *Quel est le plus grand défi que vous avez dû affronter depuis votre prise de fonctions ?*

I. L. — Le principal obstacle auquel je me suis heurté, ce sont les mentalités. Sur le principe, tout le monde prétend lutter contre la corruption mais, dans la pratique, c'est une autre histoire. La vérité, c'est que la pauvreté gagne chaque jour du terrain pendant que certains s'enrichissent de manière éhontée. Il faut, à cet égard, changer l'état d'esprit des Moldaves, des dirigeants comme de la population. Pour cela, je compte beaucoup sur l'Union européenne. En matière de justice, par exemple, il faudrait que des juges européens viennent passer quelques mois en mission chez nous pour observer la situation de l'intérieur et proposer des améliorations. Après les élections, si nous les remportons, nous engagerons des réformes profondes dans plusieurs secteurs.

R. G. — *La présence en Moldavie de grands groupes oligarchiques n'est-elle pas un frein au développement du pays ?*

I. L. — La Moldavie n'est pas l'Ukraine. Oui, il y a des gens riches qui font de la politique (15). Oui, il y a des intérêts financiers importants. Oui, il y a des forces obscures en Moldavie. Mais nous avons la chance d'avoir un vrai système parlementaire avec de vrais partis qui parviennent à travailler ensemble et à trouver des compromis. Nous gagnons en maturité politique de mois en mois. C'est pourquoi la voie européenne est si importante. Certes, nous avons besoin qu'on nous aide ; mais nous avons surtout besoin qu'on nous encourage à évoluer. C'est ce qui s'est passé en Roumanie. Mes amis roumains me disent que, pour 80 %, leur réussite est liée à leur coopération avec les pays européens. Nous aussi, nous saurons progresser et faire en sorte que l'Europe nous rende meilleurs.

(1) Plus connu sous l'acronyme anglais de DCFTA (*Deep and Comprehensive Free Trade Agreement*).

(2) Entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie.

(3) Parti libéral démocrate de Moldavie (PLDM), Parti démocrate de Moldavie (PDM) et Conseil des réformateurs du Parti libéral (CRPL).

(4) « Séparatiste » entre guillemets car, selon Chisinau, la Transnistrie n'a fait sécession en 1992 qu'après y avoir été poussée par Moscou, qui l'alimente en armes, en conseils, etc.

(5) Selon le baromètre de l'Opinion publique bisannuel d'IPP (Institut de politique publique), Igor Dodon (patron du Parti socialiste moldave) est la septième personnalité politique inspirant le plus confiance aux Moldaves, avec un score de seulement 2 %. Mais, selon les observateurs de la politique moldave, cette faible popularité ne signifie pas que les formations « pro-russes » ne soient pas dangereuses. Elles peuvent déstabiliser une région, radicaliser une partie de l'opinion, etc.

(6) 97,2 % des votants se seraient prononcés pour l'intégration de la Gagaouzie à l'Union douanière avec la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie. 98,9 % auraient voté en faveur du droit de la Gagaouzie à déclarer son indépendance si la Moldavie devait perdre ou abandonner sa propre souveraineté. Le taux de participation aurait été supérieur à 70 %.

(7) « Autonomous Trade Preferences » selon l'acronyme anglais, ou « préférences commerciales autonomes ». La Moldavie en a bénéficié avant de signer l'accord d'association et le DCFTA avec l'UE. Ces accords lui confèrent un accès illimité au marché de l'UE en franchise de droits pour tous ses produits, à l'exception de certains produits agricoles.

(8) En 2013, par exemple, la Russie représentait 26 % des exportations du pays, selon le Bureau national des statistiques de la république de Moldavie.

(9) Selon le vice-premier ministre russe Dmitri Rogozine, « les Russes aiment les fruits et légumes moldaves, mais nous craignons que, présentées comme des produits moldaves, des marchandises dont nous ne voulons pas se retrouvent sur le marché russe. Ayant signé l'accord d'association avec l'Union européenne et celui de libre-échange, Chisinau n'a pas tenu compte des intérêts de ses partenaires de la Communauté des États indépendants (CEI), notamment de la Russie » (« UE/embargo russe : les produits moldaves en pâtissent (Rogozine) », Ria Novosti, 22 août 2014). Ajoutons qu'un embargo sur les vins moldaves a été décrété en septembre 2013.

(10) 17 % de la population moldave ont émigré. 45 % des émigrés moldaves vivent en Russie, 45 % dans l'UE. Les remises d'argent des émigrés représenteraient environ un tiers du PNB moldave.

(11) La Moldavie fait partie depuis 2010 de la communauté européenne de l'énergie, laquelle vise à élargir le marché intérieur de l'énergie aux pays de l'Est.

(12) Le système bancaire moldave ferait partie de réseaux criminels de blanchiment d'argent. Lire, par exemple : *The Russian Laundromat*, The Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), 22 août 2014.

(13) C'est-à-dire le Parti communiste et les partis pro-russes, selon M. Leanca.

(14) Le Parti socialiste, une aile du Parti communiste, PARUS de Renato Oussaty, et quelques autres factions marginales sont considérés par le pouvoir moldave comme pro-russes.

(15) L'homme le plus riche du pays est Vladimir Plahotniuc, présent dans les secteurs de l'énergie, de la banque, de l'hôtellerie, de l'immobilier et des médias. Il serait le vrai patron du Parti démocrate de Moldavie, l'un des trois piliers de la coalition au pouvoir.